

- COLLECTIF -

Gouvernance de ressources  
naturelles collectives dans  
les sociétés post-conflits :  
défis, acquis et perspectives  
dans la région des  
Grands Lacs africains

**[VertigO]**

Les éditions en environnement VertigO

1470, rue Peel, bureau 350

Montréal, Québec

H3A 1T1

[www.editionsvertigo.org](http://www.editionsvertigo.org)

[vertigoweb@sympatico.ca](mailto:vertigoweb@sympatico.ca)

Directeur de publication : Éric Duchemin

Mise en pages de la couverture : Bon Melon

Mise en page : Jef Desourdy

Impressions : Marquis imprimeur inc.

ISBN : 978-2-924372-00-5

ISBN livre électronique : 978-2-924372-01-2

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2013

© Les éditions en environnement VertigO, 2013

Tous droits réservés pour tous pays

Imprimé au Canada

# Sommaire

## **PREMIERE PARTIE.**

### **ETAT DES LIEUX SUR LA GESTION ET LA GOUVERNANCE**

### **ENVIRONNEMENTALES DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS AFRICAINS**

#### Chapitre 1.

##### **Introduction Générale**

Pascal Sanginga, Sylvain Mapatano,  
Deogratias Niyonkuru et Mwapu Isumbisho

#### Chapitre 2

##### **Droits fonciers collectifs et gouvernance des Ressources naturelles dans le Bushi, en phase pots-conflits.**

Paulin Polepole, Jean Cizungu et Wenceslas Busane

#### Chapitre 3.

##### **Le comportement des producteurs et la cohérence des politiques alimentaires et environnementales au Burundi**

Hassan Nusura et Gérard Rusuku

#### Chapitre 4.

##### **Facteurs de la dégradation et prédation des boisements communaux et domaniaux en provinces de Kayanza et Muramvya au Burundi.**

Marc Rwabahungu, Libère Bukobero & Déogratias Niyonkuru

#### Chapitre 5.

##### **Comprendre la dynamique de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire au Sud-Kivu**

Célestin B. Buchekuderhwa et Sylvain Mapatano M.

#### Chapitre 6.

##### **Perspectives de gouvernance environnementale durable dans la région de Lwiro, Sud Kivu, RD Congo.**

Innocent Balagizi Karhagomba, Serge Ngendakumana, Hermès  
Mushayuma Namegabe, Trésor Adhama Mirindi, Alphonse Bisusa  
Muhimuzi, Jean-Pierre Baluku Bajope, Mwapu Isumbisho

#### Chapitre 7.

##### **Processus d'évaluation des incidences de la gouvernance des ressources naturelles par la méthode « matrice d'influence » au Burundi et sud Kivu.**

Serge Ngendakumana, P. Van Dame, Sylvain Mapatano,  
D. Niyonkuru, Pascal Sanginga et Mwapu Isumbisho

**DEUXIEME PARTIE.**  
**PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE DANS LA GOUVERNANCE**  
**DES RESSOURCES NATURELLES COLLECTIVES**

Chapitre 8

**La dynamique de gouvernance des ressources**  
**naturelles collectives au Burundi.**

Libère Bukobero, Astère Bararwandika et Déogratias Niyonkuru

Chapitre 9

**Capital social et gouvernance des ressources**  
**naturelles collectives au Bushi à l'Est de la**  
**République Démocratique du Congo.**

Jules Basimine Barhalengehwa et Pascal C. Sanginga

Chapitre 10

**Structures et conventions multi institutionnelles :**  
**Quelle cohérence en droit congolais ?**

Polepole P, Busane W.

Chapitre 11

**Analyse critique du processus de cogestion du**  
**Parc National de Kahuzi-Biega en RD. Congo**

Emery Mushagalusa Mudinga, Serge Ngendakumana et An Ansoms

Chapitre 12

**Renforcement des capacités des acteurs locaux**  
**dans la gestion des ressources naturelles à travers**  
**la résolution des conflits sensibles à la conservation**  
**à l'Est de la RDCongo**

Deo Kujirakwinja, Papy Shamavu, Alain Twendilonge  
et Muhigwa Bahananga

Chapitre 13

**Déterminants de la pérennité des systèmes antiérosifs au Burundi**

Deogratias Niyonkuru et Marc Rwabahungu et Pascal Masilya Mulungula

**TROISIEME PARTIE.**  
**LES TECHNOLOGIES INCITATIVES POUR LA GESTION**  
**COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES**

Chapitre 14  
**Gestion optimale et intégrée de la fertilité**  
**des sols acides du Burundi**  
Cyrille Hicintuka et Pascal Masilya

Chapitre 15  
**Effcience des techniques de gestion de l'eau**  
**et de fertilité des sols sur le rendement du maïs**  
**dans les régions semi aride : cas de la plaine de la Ruzizi.**  
Bagula Mukengere Espoir, Mapatano Sylvain,  
Katcho Karume et Mushagalusa Nacigera Gustave.

Chapitre 16  
**Effet de l'engrais « CETEP » sur le rendement**  
**des cultures de haricot nain dans le Sud- Kivu.**  
Innocent Balagizi K., Chifizi Adrien, Bagula Espoir, Cizungu Mihigo J.,  
Adhama Mirindi T. et Masilya Mulungula P. et Mwapu Isumbisho

Chapitre 17  
**Valorisation de la chenille comestible Bunaeopsis**  
**aurantiaca dans la gestion communautaire des forêts du Sud-Kivu.**  
Muvundja Fabrice Amissi, Uwikunda S.H., Mande MB. P.,  
Alunga L. G., Balagizi K. et Mwapu Isumbisho

Chapitre 18  
**Production de Pennisetum sp. et son utilisation**  
**pour la culture de Pleurotus ostreatus**  
Kiyuku Prosper, Bigawa Samuel

**CONCLUSION DU LIVRE**





## **INTRODUCTION**

**Pascal M. Isumbisho, Sylvain Mapatano,  
Deogratias Niyonkuru et Pascal Sanginga,**





**A**u cours de ces dernières décennies, les liens complexes entre l'environnement et les conflits ont attiré l'attention de chercheurs et experts en développement et environnement (e.g. Watson et al., 1999; Huggins et Clover, 2005). Néanmoins, peu de chercheurs se sont intéressés aux voies par lesquelles la reconstruction post-conflit devrait aider à lutter contre la dégradation des ressources naturelles. Seulement très récemment, il y a eu des efforts pour identifier, analyser et renforcer les relations entre la gestion des ressources naturelles et la gouvernance; causes primaires des conflits autant que des éléments essentiels de la reconstruction post-conflits (**Jensen et Lonergan, 2012, Hellendorff, 2012**).

Des experts internationaux et des spécialistes de divers domaines, des agences internationales spécialisées sont souvent sollicités pour développer des modèles et élaborer des recommandations pour la « bonne gouvernance » et la gestion des ressources naturelles. Par exemple, une initiative globale pour identifier et analyser les leçons de reconstruction post-conflit et la gestion des ressources naturelles a conduit à la publication de six ouvrages collectifs des études de cas et analyses par des experts (Bruch et al 2013; Jensen et al., 2013). Ces collections dégagent les liens entre la gouvernance et la gestion des ressources naturelles et identifient les opportunités pour un design plus efficace des interventions pour appuyer les populations qui dépendent des ressources naturelles.

C'est le cas de la région des Grands Lacs africains dont le contexte politique actuel axé sur la pacification, la démocratisation, la décentralisation, la reconstruction ainsi que la lutte contre la pauvreté constitue une opportunité remarquable. Celle-ci devrait être capitalisée pour la définition d'une nouvelle approche de gestion intégrée des ressources naturelles, approche qui soit véritablement participative et durable. En effet, après plus de dix ans de conflits et guerres, les initiatives, programmes et projets de développement se multiplient dans la sous-région sous l'égide des agences internationales ou locales en vue du redressement économique ou de la réhabilitation sociale des communautés déshéritées. Cependant, il se montre clairement que la plupart de ces programmes et projets de développement mettent généralement peu d'accent sur les questions écologiques et particulièrement sur la conservation et la gestion durable des ressources naturelles.

Pourtant, ces conflits ont eu des conséquences négatives sur les agro-écosystèmes dont dépend la survie des communautés locales. Le récent rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2012) signale qu'il est actuellement impératif de déclencher une dynamique locale de changement de gouvernance des ressources naturelles pour assurer aux populations rurales une sécurité alimentaire. Dans cette optique, il est pertinent de recentrer les actions sur les domaines-clés, allant de l'augmentation de la productivité des petits exploitants agricoles au renforcement de la résilience des communautés et de la durabilité des systèmes agro-alimentaires ensemble avec la gouvernance locale des ressources naturelles.

Aussi, un rapport publié par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE, 2009) recommande d'intervenir sur de multiples fronts, allant de l'environnement à la résolution des conflits en passant par la stabilité des marchés et l'autonomisation des femmes. Ainsi, l'évaluation environnementale post-conflit en République Démocratique du Congo a identifié nombre d'opportunités importantes pour gérer durablement les ressources naturelles. Elle a même proposé des recommandations pour promouvoir une bonne gouvernance dans l'intérêt des générations actuelles et futures (PNUE, 2011).

Dans ce cadre, des réformes pour le renforcement de la gouvernance environnementale sont en cours, mais elles ne tiennent pas compte des activités à petite échelle des communautés locales et d'autres acteurs de développement qui soutiennent les initiatives locales de gestion des ressources naturelles. Des initiatives de gouvernance environnementale ont tendance à focaliser leur attention sur les processus macro-politiques, juridiques et économiques des ressources minières et des aires protégées.

Dans ce contexte, l'on entend par ressources naturelles collectives, des biens naturels qui n'ont pas subi de transformation technologique ou artisanale et qui jouent un rôle socio-économique dans la maintenance des communautés humaines (Newman, 2009). Ainsi, les terres arables, les arbres et boisements ; les marais, le bassin versant\_ sont des ressources naturelles collectives concernées. Malheureusement, ces ressources naturelles collectives posent un problème de nature juridique : s'agit-il des biens communs? Des biens sans maître ou des biens appartenant au chef du groupe ? Offrent-ils une sécurité aux usagers ? Le caractère collectif est-il un frein ou un atout pour la bonne gouvernance? Ces différentes questions ont été abordées et analysées dans le présent ouvrage à travers les investigations menées.

Le concept de gouvernance est l'objet de plusieurs définitions et interprétations. C'est la raison pour laquelle elle est assortie d'un adjectif qualificatif – bonne gouvernance. Cette perception implique un changement de la «gouvernance» telle qu'elle est, vers la «gouvernance» telle qu'elle devrait être (Nginguiri, 2003). Pour Calamet et Talmant (1997), la gouvernance, « c'est la capacité des sociétés humaines à se doter de systèmes de représentation,

d'institutions, de processus, de corps sociaux, pour se gérer elles-mêmes dans un mouvement volontaire. Cette capacité de conscience (le mouvement volontaire), d'organisation (les institutions, les corps sociaux), de conceptualisation (les systèmes de représentation), d'adaptation à de nouvelles situations est une caractéristique des sociétés humaines. La gouvernance des ressources naturelles est considérée comme la mise en cohérence des différents pouvoirs, publics et privés, pour créer les conditions d'une gestion publique qui soit transparente, équitable, cherchant à optimiser la satisfaction des attentes des usagers, tout en respectant les différentes contraintes collectives et enfin « soutenable », c'est-à-dire permettant une exploitation pérenne des ressources naturelles. Elle privilégie une logique de renforcement des capacités des parties prenantes à construire leurs propres systèmes de gestion. C'est le processus de définition des règles par l'ensemble des parties prenantes et dans leurs capacités à les faire appliquer, les modifier au besoin et les adapter aux évolutions du contexte (Borrini Feyerabend et al., 2000).

Il est à noter que les quatre décennies de mauvaise gouvernance couplée à une absence criante des structures décentralisées de l'État, et les récentes guerres ont créé un vide institutionnel que les organisations communautaires locales ont tant bien que mal essayé de remplir. Cependant, ces structures manquent souvent de légitimité et de capacité pour imposer une bonne gouvernance de l'environnement, mais aussi de bien harmoniser leurs approches. Cette situation a conduit au constat suivant: (i) la faible participation des organisations communautaires à la planification et à la prise de décision; (ii) l'absence d'une promotion et de reconnaissance juridique des organisations communautaires de développement; (iii) les faibles capacités d'intervention des organisations communautaires de développement et (iv) les faibles capacités d'appui des initiatives des communautés de base, particulièrement celles des femmes et des jeunes.

Dans la recherche des solutions aux problèmes majeurs de survie, plusieurs initiatives sont nées, de manière formelle ou informelle, généralement sur des modèles écrits dans des livres parfois difficiles à interpréter ou à dupliquer. Au lieu de chercher à générer des solutions aux problèmes de pauvreté et de dégradation des ressources naturelles à partir des études des experts et des organisations internationales et promouvoir les politiques et actions dont les limites ont été démontrées, les études présentées dans cet ouvrage ont été réalisées par les organisations locales de développement et les institutions locales de recherche ainsi que par des auteurs qui travaillent dans les sites sur le terrain. Notons que cet ouvrage se fonde aussi sur des expériences pratiques des chercheurs et des paysans du Burundi et de la RD Congo dans l'analyse et la recherche des solutions pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles en phase post-conflits.

Par ailleurs, la méthode de recherche utilisée par la plupart des auteurs repose sur le processus de changement social participatif - par la création d'un espace

de dialogue et d'échanges entre partenaires – avec une garantie que la recherche et l'action peuvent être unifiées au sein d'une même activité. Ainsi, l'expérience des comités de gouvernance des ressources naturelles (CGRN) comme approche multi-institutionnelle et multi-acteurs mise en évidence dans cet ouvrage mérite d'être suivie.

Le présent ouvrage intitulé « *Vers une Bonne Gouvernance des Ressources Naturelles dans les Sociétés Post-Conflicts : Concepts, Expériences et Leçons des Grands Lacs en Afrique* » découle des travaux de recherche sur les questions clés de la gestion des ressources naturelles collectives, en phase post-conflits dans la région des Grands Lacs africains. Cet ouvrage est donc essentiellement basé sur les acquis de deux organisations non gouvernementales précitées pendant l'exécution du projet intitulé « *Promouvoir des approches participatives multi-institutionnelles pour la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans les sociétés post-conflits des Grands Lacs africains* ». Durant trois années (2009-2012), ces organisations ont développé une approche multi-institutionnelle et une démarche de recherche-action participative pour la restauration et la réhabilitation des ressources naturelles collectives, dans les sites à écosystèmes fragiles du Burundi et de la RD. Congo, avec une vision sur la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vies des communautés.

Des expériences et recherches menées ailleurs ou dans la région sur des thèmes similaires ou complémentaires sont également mises à profit dans cet ouvrage. Ces expériences ont été recueillies et partagées lors de la conférence internationale sur la « Gouvernance des ressources naturelles collectives en phase post-conflits : défis, opportunités et perspectives » qui s'est tenue à Bukavu en février 2012. Les chapitres repris dans ce livre ont été sélectionnés à partir des manuscrits soumis et présentés à la Conférence et qui ont été soumis à processus de révision et évaluation par les pairs et par un comité scientifique. Dans son corpus, l'ouvrage s'articule autour d'une question principale : comment peut-on, par la recherche-action participative, renforcer l'apprentissage adaptatif des communautés pauvres qui émergent des conflits, de manière à promouvoir l'action collective, la participation responsable aux processus décisionnels liés à la gouvernance de l'environnement, et l'adoption et l'utilisation des innovations technologiques de GRN par les femmes et les hommes?

Le contenu de l'ouvrage est subdivisé en trois grandes parties complémentaires débouchant sur une conclusion générale. La première partie regroupe les 7 premiers chapitres qui traitent des questions liées à *l'état des lieux de la gestion et la gouvernance environnementales dans la région des Grands Lacs africains*. Elle commence par la mise en évidence de l'état actuel des ressources naturelles dans la région, leur niveau de dégradation et de déprédation avec un accent particulier sur l'action humaine. L'analyse des droits fonciers qui y est faite permet de comprendre l'origine des conflits autour des parcs et autres réserves naturelles. Cette partie se termine par un exposé de la problématique

de gestion des parcs de Virunga et de Kahuzi-Biega pour illustrer les difficultés et présenter les perspectives pour une gestion durable des ressources naturelles.

deuxième partie comprend six chapitres permettant de décrire le rôle et la place de la participation communautaire dans le processus de réhabilitation environnementale. En effet, celle-ci constitue le socle de la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives, particulièrement en phase post-conflits où les gouvernements des pays sont très fragiles. Pour le démontrer, tout commence par un exposé sur la dynamique de gouvernance des ressources naturelles collectives et le capital social en lien avec la gouvernance des ressources naturelles. Des études de cas de participation communautaire sont présentées comme une alternative à la gouvernance des ressources naturelles. Des processus comme celui de la mise en place de la Forêt modèle, des plates formes d'innovation et du modèle traditionnel permettent de comprendre le rôle central de cette démarche dans la protection des ressources naturelles. Le cas du parc national de Kahuzi Biega où la gestion participative est pratiquée comme une stratégie de conservation des ressources naturelles est également exposé.

La troisième partie quant à compte 5 chapitres présentant les résultats des essais d'intégration des technologies pour améliorer la sécurité alimentaire, les conditions de vie et l'environnement en phase post-conflits sont présentés. Il s'agit de comprendre comment des technologies peuvent susciter des approches d'appropriation communautaires pour la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en phase post-conflits. Ainsi, les questions liées à la dynamique de la sécurité alimentaire y sont traitées avant d'aborder les problèmes relatifs à l'utilisation rationnelle des terres. Naturellement, ceci débouche sur la proposition d'un plan d'utilisation des terres comme stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire. Dans ce sens, la place du recours à la valorisation des aliments traditionnels apparaît comme une alternative pour la sécurité alimentaire. La gestion du sol *via* différents systèmes et techniques ainsi que celle de l'eau en passant par la production du *Pennisetum* en vue de la culture des champignons, sont autant d'alternatives technologiques exposées dans cette partie et dont l'adaptation au milieu paysan de la région d'étude permet une gestion durable des RN.

Enfin, la conclusion générale qui termine l'ouvrage permet de répondre à une question capitale : comment gouverner les ressources naturelles collectives dans les communautés en phase post-conflit ? La démarche consiste à partir des expériences exposées pour tirer les leçons acquises, dégager les défis majeurs et faire une projection de l'avenir des RN. Ce chapitre résume donc l'essentiel des démarches ou études des cas réussis afin de constituer un outil de gestion applicable à des cas similaires.

Ainsi, loin d'être une fin en soi, la gouvernance des ressources naturelles est tributaire de plusieurs facteurs. Il y est donc fait mention de certains de ces facteurs et pour faire le lien avec les parties qui la précède, elle commence par la mise en évidence du rôle du partenariat multi-acteurs dans la gouvernance

des ressources naturelles collectives. On y démontre ensuite que la formation, le renforcement des capacités des acteurs locaux est indispensable pour la réussite de ce processus tout comme la nécessité et l'importance des innovations institutionnelles. Les questions transfrontalières y sont également abordées et une étude de cas de gestion des ressources naturelles transfrontalières est présentée. De manière plus explicite, nous sommes partis des expériences, résultats, leçons et acquis de la recherche-action participative pour sensibiliser les différents acteurs aux défis qui se dressent devant eux quant à la gestion des ressources naturelles. Ce livre devrait aider les entités locales à développer des stratégies cohérentes et réalistes qui tiennent compte du contexte provincial, national, régional et international.

Destiné aux différents acteurs de développement : scientifiques, professionnels de développement, organisations de la société civile, communautés locales et décideurs politiques ; le présent ouvrage permet de mettre en évidence les résultats d'échanges sur des questions concrètes relatives à la réduction de la pauvreté dans le monde rural au travers la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans un contexte post-conflits. Il vise à renforcer le processus de gouvernance des ressources naturelles axé sur la sécurité alimentaire, dans une sphère géographique où la guerre s'est accompagnée de l'émergence des communautés affamées et pauvres que l'on observe au Burundi et en RD Congo. Dans ce sens, le livre va au-delà des acquis du projet pour analyser les défis et présenter les perspectives pour la gouvernance durable des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs Africains.

## Références

- Ballet, J., 2007. « La gestion en commun des ressources naturelles : une perspective critique », *Développement durable et territoires* [En ligne], Varia, mis en ligne le 29 août 2007, consulté le 12 septembre 2013. [En ligne] URL : <http://developpementdurable.revues.org/3961> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.3961
- BORRINI Feyerabend, G., M.T. Farvar, J.C. Nguingui et V. Ndangang, 2000, *La gestion participative des ressources naturelles. Organisation, négociation et apprentissage par l'action*, Heidelberg, Kasperek Verlag, GTZ et UICN.
- Bruch, C., D. Jensen, M. Nakayama et J. Unruh, 2013, *Post-Conflict Peacebuilding and Natural Resource Management*, Six volume set Routledge , [En ligne] URL : <http://routledge-ny.com/books/details/9781849712453/> consulté le 2 Décembre 2012.
- CALAME, P et A. Talmant, 1997, *Le mécano de la gouvernance*. Desclée de Brouwer, 1997 millenaire3.com, [En ligne] URL : [http://www.millenaire3.com/uploads/tx\\_ressm3/textes\\_calame.pdf](http://www.millenaire3.com/uploads/tx_ressm3/textes_calame.pdf)
- HELLENDORFF, B., 2012, *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Oust*, GRIP, louvain, 39 pages
- HUGGINS, C. et J. Clover, 2005, *From the ground up. Land rights, conflict and peace in sub-Saharan Africa*. Institute of Security Studies, Pretoria
- Jensen, D. et S. Lonergan, 2012. *Assessing and Restoring Natural Resources In Post-*

- Conflict Peacebuilding – Routledge [En ligne] URL : <http://routledge-ny.com/books/details/9781849712347/>
- Nguingui, J-C, 2003, « Gouvernance des aires protégées : l'importance des «normes pratiques» de régulation de la gestion locale pour la faisabilité des réformes dans le Bassin du Congo », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 16 juin 2008, Consulté le 12 septembre 2013. [En ligne] URL : <http://apad.revues.org/3563>
- PROGRAMME des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), 2009, Du conflit à la consolidation de la Paix : le rôle des ressources naturelles et de l'Environnement, Nairobi. [En ligne] URL : <http://www.unep.org/disastersandconflicts/> consulté le 4 Septembre 2012
- PROGRAMME des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), 2011, République Démocratique du Congo. Évaluation Environnementale Post-Conflit Synthèse à l'intention des décideurs. Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Nairobi. [En ligne] URL : <http://www.unep.org/disastersandconflicts/>, consulté le 4 Septembre 2012
- PROGRAMME des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2012, Résumé Rapport sur le développement humain en Afrique – 2012 Vers une sécurité alimentaire durable. [En ligne] URL : [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/French\\_AfHDR\\_summary.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/French_AfHDR_summary.pdf), consulté le 4 Septembre 2012
- WATSON, E., R. Black et E. Harrison, 1999, Reconstruction of natural resource management institutions in post-conflict situations. Marena Research Project Working Paper no 1. School of African and Asian Studies, University of Sussex